

Sommaire

Actualités

Le Parlement modifie la loi d'enregistrement des partis politiques

Une loi autorise la formation de syndicats et le droit de grève

Trois arrestations suite à des manifestations en Birmanie

Aung San Suu Kyi rencontre une nouvelle fois le Ministre du travail birman

La production d'opium double en deux ans dans le Nord de l'état Shan

Suu Kyi s'engage à se battre pour la libération des prisonniers politiques

Amnistie : seulement 237 prisonniers politiques libérés

Augmentation dramatique des déplacements internes en Birmanie

Les conflits armés continuent dans l'Etat Kachin

La Birmanie touchée par les inondations

Les réfugiés birmans en Malaisie risquent le rapatriement

Le patron de la censure souhaite libérer les médias

L'envoyé spécial américain pour la Birmanie en visite à Rangoun

Première visite officielle du Président birman en Inde

Nations unies : des violations des droits de l'Homme perdurent en Birmanie

La présidence de l'ASEAN pour 2014 sera décidée au mois de novembre

Eclairage

Portrait

Evènements

Nous soutenir, nous rejoindre

Edito

Le 11 octobre, le Président Thein Sein ordonnait la libération de 6359 prisonniers. Comme ce fut le cas lors des précédentes libérations en masse, la grande majorité des détenus libérés étaient des prisonniers de droit commun. Seulement 237 étaient des prisonniers politiques, soit moins de 4% du nombre total de libérés. S'il s'agit d'une bonne nouvelle pour ces anciens prisonniers, leurs familles et l'ensemble du mouvement pour la démocratie, beaucoup d'entre eux rappellent que la majorité de leurs camarades demeurent incarcérés. Alors que les membres de la communauté internationale accueillent favorablement cette libération, tous reconnaissent que ce geste est insuffisant et continuent d'appeler à la libération inconditionnelle de tous les prisonniers de conscience.

Après plusieurs signes porteurs d'espoir, cette déception nous rappelle que le chemin sera encore long avant de pouvoir affirmer qu'un véritable processus de démocratisation est en cours en Birmanie. Lors de la présentation de son dernier rapport à l'Assemblée générale des Nations unies, M. Quintana, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, soulignait d'ailleurs que de graves violations des droits de l'homme perdurent dans le pays.

Cependant, l'attention internationale reste focalisée sur les évolutions politiques en cours à Rangoun et Naypyidaw.

Le Parlement a récemment amendé la loi sur l'enregistrement des partis politiques. Bien que la Ligue Nationale pour la Démocratie n'ait pas encore annoncé sa décision, cet amendement lui permettrait de briguer des sièges parlementaires lors des prochaines élections de mi-mandat qui devraient avoir lieu fin 2011 ou début 2012. Tout comme la décision de suspendre le projet du barrage de Myitsonne et l'assouplissement de la censure des médias, ces réformes sont bien sûr les bienvenues. Elles ne doivent cependant pas masquer la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les populations issues des minorités ethniques et la nécessité de mettre un terme immédiat aux affrontements armés qui ont lieu dans les régions où elles se trouvent.

Durant le mois d'octobre, les combats se sont intensifiés dans l'Etat Kachin et le Nord de l'Etat Shan. Ce sont les civils de ces régions qui continuent à payer le prix fort : le nombre de déplacés internes a atteint 112 000 au cours de l'année écoulée, un chiffre qui n'a jamais été aussi important en 10 ans.¹

Reléguant en seconde position ce problème qu'Aung San Suu Kyi définit elle-même comme étant le plus important², de nombreux observateurs font preuve d'un optimisme hâtif et dangereux, déclarant que « des encouragements divers (allègement des sanctions ?), paraissent opportuns, souhaitables. »³

Si l'on doit bien évidemment reconnaître et accueillir favorablement les avancées qui ont lieu sur le terrain politique, dans quelle mesure peut-on récompenser un gouvernement qui continue d'enfermer plus de 90% des prisonniers politiques de son pays et qui autorise ses soldats à piller, violer et déplacer des populations entières en toute impunité ? La réponse des diplomaties internationales doit être concertée, pondérée et proportionnelle à l'importance des réformes mises en place. Ces dernières doivent être avoir lieu non seulement à Rangoun et Naypyidaw, mais aussi dans le reste du pays.

¹ "Displacement and Poverty in South East Burma/Myanmar", rapport de l'organisation Thailand Burma Border Consortium (TBBC), téléchargeable à cette adresse : <http://www.tbtc.org/resources/resources.htm#idps>

² « Change at last? » Interview d'Aung San Suu Kyi, *The Economist* on line, 18/10/2011, <http://www.economist.com/blogs/banyan/2011/10/aung-san-suu-kyi-democracy>

³ « Birmanie, enfin sur la voie de l'ouverture? » Olivier Guillard, *Actualités Stratégiques en Asie* n°93, 26/10/2011

Agissons pour la paix et la démocratie en BIRMANIE

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Politique

Le Parlement modifie la loi d'enregistrement des partis politiques

En octobre, le Parlement a amendé la loi d'enregistrement des partis politiques, qui avait été mise en place en prévision des élections de novembre 2010. Celle-ci imposait notamment aux partis de « préserver et protéger » la Constitution de 2008, que l'opposition considérait comme anti-démocratique. De plus, cette même loi interdisait quiconque purgeant une peine de prison d'adhérer à un parti politique. Selon cette clause, pour pouvoir participer aux élections, la Ligue Nationale pour la Démocratie aurait dû exclure de ses rangs son leader, Aung San Suu Kyi mais aussi les centaines de membres du parti incarcérés pour leurs convictions politiques. La LND avait alors décidé de ne pas participer aux élections.

La loi amendée demande maintenant aux partis politiques de « respecter et de suivre » la constitution de 2008 et la clause interdisant les personnes purgeant une peine de prison d'adhérer à un parti politique a été retirée. Les modifications apportées à cette loi pourraient ouvrir la voie à l'enregistrement de la NLD en tant que parti politique officiel. Récemment, Aung San Suu Kyi, le secrétaire général de la Ligue nationale pour la démocratie, a déclaré dans une interview dans le Wall Street Journal que son parti envisagerait sa réinscription après avoir étudié les modifications apportées à cette loi.¹

Une loi autorise la formation de syndicats et le droit de grève

Le 11 octobre dernier, le président Thein Sein a validé une loi autorisant la constitution de syndicats (d'un minimum de 30 personnes) et autorisant le droit de grève en Birmanie. En abolissant la loi de 1962 qui interdisait les syndicats, le gouvernement birman lance un nouveau signe d'ouverture qui a été salué par la LND et l'ONU. Très active dans le pays, l'Organisation Internationale du Travail, a, par la voix de son président Steve Marshall, fait état d'« un progrès majeur pour le pays en termes de développement social et économique. » C'est d'ailleurs sur un progrès économique que le ministre du travail Myint Thein compte, espérant que la nouvelle position du gouvernement birman « incitera de nouveaux investissements étrangers. » Toutefois des interrogations demeurent quant aux effets réels de cette loi dans un pays où le militantisme syndical a longtemps conduit à des peines d'emprisonnement, certains militants syndicaux demeurant toujours derrière les barreaux.²

Trois arrestations suite à des manifestations en Birmanie

Le même jour où le Parlement a approuvé un projet de loi accordant aux citoyens birmans le droit de se réunir pacifiquement et de manifester, les autorités ont réprimé une manifestation pacifique à Rangoun.

Emmenés par Phoe Phyu, avocat spécialisé dans les droits de l'homme, une centaine de paysans ont organisé une manifestation devant le département du logement à Rangoun, afin de s'opposer à la confiscation de leurs terres. La police a interpellé Phoe Phyu et deux autres participants avant de disperser les autres manifestants.

L'avocat a déclaré lors d'une interview qu'il pensait avoir été drogué durant son interrogatoire par les agents des services de renseignements. Il a été libéré en attendant son procès qui aura lieu le 11 novembre, lors duquel il pourrait être condamné pour rassemblement illégal.³

1 Irrawaddy (27 Oct 2011) Amendments to Political Party Law Approved; Mizzima News; Mizzima (27 Oct 11) Amended party registration law opens way for NLD to re-register

2 DVB (13 oct 2011) New law gives Burmese right to strike; AFP (14 oct 2011) Les Birmans gagnent le droit de grève, mais oseront-ils l'utiliser ?

3 AFP (27 Oct 2011) Myanmar police break up rare land protest; DVB (2 nov 2011) Lawyer claims drugging by police

Aung San Suu Kyi rencontre une nouvelle fois le Ministre du travail birman

Le 30 octobre à Rangoun, Aung San Suu Kyi a rencontré Aung Kyi, le ministre du Travail birman. Il s'agissait de leur 4ème rencontre depuis la mise en place du nouveau gouvernement. Leur discussion portait sur la libération des prisonniers politiques, les pourparlers de paix avec les groupes armés issus des minorités ethniques et des questions économiques et financières.¹

La production d'opium double en deux ans dans le Nord de l'état Shan

Selon le rapport Still Poisoned (toujours empoisonné) de la Palaung Women's Organization (PWO), la production d'opium a doublé en deux ans dans le Nord de l'état Shan. La PWO dénonce l'implication de milices progouvernementales dans cette activité. Lway Nway Hnong, le Secrétaire Général de la PWO, précise que l'augmentation de la production d'opium touche particulièrement les cantons de Nam Kham, Tamoe Nye et Nam Phatka. A titre d'illustration, en 2008-2009 dans le canton de Nam Khan, 15 villages étaient impliqués dans la production d'opium sur une surface de 1.535 hectares contre 27 villages en 2010-2011 sur 2.740 hectares. Un baron de la drogue inciterait les villageois à cultiver de l'opium en échange de sa protection. Toujours d'après le rapport de la PWO, 750 toxicomanes étaient recensés l'année dernière dans la région (soit 68% de la population masculine âgée de plus de 15 ans) contre 1200 cette année (soit 92%). Les restrictions qui touchent la culture traditionnelle du thé obligent les populations locales à favoriser celle de l'opium. Par ailleurs, le rapport de la PWO explique que les autorités appliquent un système de contrôle à deux vitesses. Les trafiquants opèrent librement alors que les consommateurs de drogues sont régulièrement arrêtés puis relâchés moyennant des pots de vin conséquents (entre 150 et 250 euros). Sans compter les « taxes non officielles » auxquelles sont soumis les cultivateurs contre la protection des autorités.²

Aung San Suu Kyi et la LND

Suu Kyi s'engage à se battre pour la libération des prisonniers politiques

Le 18 octobre, une célébration a eu lieu pour le 49ème anniversaire de Min Ko Naing, un des principaux leaders de la génération 88. Arrêté le 21 août 2007 pour son rôle dans l'organisation de la révolution safran, il a été condamné à une peine de 65 ans et est détenu dans la prison de Kengtung, dans l'Etat Shan. Aung San Suu Kyi a assisté à cette célébration, lors de laquelle elle a promis de travailler pour la libération de tous les prisonniers politiques du pays. Cette annonce fait suite à une amnistie politique qui a laissé de nombreux dissidents clés derrière les barreaux, dont des personnalités impliquées dans les soulèvements étudiants de 1988. « Beaucoup de leaders étudiants n'ont toujours pas été libérés. Nous allons continuer notre lutte pour leur libération » a déclaré Suu Kyi. La Ligue Nationale pour la démocratie s'est déclarée frustrée par le nombre relativement faible de détenus politiques libérés lors de la dernière amnistie du 12 octobre.³

1 AP (30 Oct 2011) Suu Kyi holds talks with Myanmar gov't minister; AP (30 Oct 2011) Aung San Suu Kyi meets with Myanmar gov't minister as hopes high for political breakthrough

2 Mizzima (26 oct 2011) Opium production doubles in northern Shan State: PWO ; PWO (25 Oct 2011) Still poisoned - Opium cultivation soars in Palaung areas under Burma's new regime ; Irrawaddy (25 Oct 11) Shan MP Accused of Being Opium Kingpin

3 AP (18 oct 2011) Suu Kyi Vows to Fight for Political Prisoner Freedom ; Irrawaddy (18 oct 2011) Birthday Calls for Famous Dissident's Release

Prisonniers politiques

Amnistie : seulement 237 prisonniers politiques libérés

Le 11 octobre, le Président Thein Sein ordonnait la libération de 6359 prisonniers. Comme ce fut le cas lors des précédentes libérations en masse, la grande majorité des détenus libérés étaient des prisonniers de droit commun. Seulement 237 étaient des prisonniers politiques, soit moins de 4% du nombre total de libérés.

On notera les libérations du célèbre humoriste et comédien Zarganar; le leader Shan Gen Hso Ten; la défenseure des droits des travailleurs Su Su Nway; trois parlementaires élus lors des élections de 1990, sept syndicalistes et trois journalistes de la Democratic Voice of Burma (DVB).³

Cependant, la majorité des prisonniers politiques actuellement incarcérés en Birmanie n'a pas bénéficié de l'amnistie et les activistes les plus influents sont quasiment tous restés derrière les barreaux, notamment des moines, des dirigeants ethniques, des étudiants de la génération 88 et des membres de la LND.

Bien que les membres de la communauté internationale aient accueilli favorablement la libération d'une partie des prisonniers politiques, ils ont reconnu que ce geste était insuffisant et ont continué à appeler à la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques restants. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, M. Tomás Ojea Quintana, a salué cette amnistie mais a déclaré qu'il était impératif que le régime libère tous les prisonniers politiques avant la fin de l'année. Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a lui aussi appelé à la libération de l'ensemble des prisonniers politiques birmanis.¹

Des prisonniers politiques en grève de la faim à Insein

Le 26 Octobre, 15 prisonniers politiques détenus dans la tristement célèbre prison d'Insein à Rangoun, ont entamé une grève de la faim pour exiger une réduction de leur peine. Ils protestent contre une décision qui empêche la majorité des détenus de voir leurs peines réduites. Le 27 Octobre, autorités de la prison ont commencé à punir les prisonniers protestataires en cessant de leur fournir de l'eau potable. Le 29 Octobre, les autorités ont placé huit des prisonniers à l'isolement dans des cages à chiens.²

Minorités et réfugiés

Augmentation dramatique des déplacements internes en Birmanie

Une coalition d'organisations humanitaires basée sur la frontière birmano-thaïe, le Thailand Burma Border Consortium (TBBC), a publié un nouveau rapport qui met l'accent sur l'ampleur inédite des déplacements forcés de population en Birmanie. Dans la seule région sud-est, le nombre de déplacements forcés a atteint son plus haut niveau en une décennie, passant d'une moyenne de 75 000 personnes par an à 112 000 cette année. Au cours de l'année écoulée, des organismes partenaires du TBBC ont documenté le départ forcé d'au moins 112 000 personnes, ainsi que la destruction ou l'abandon de 105 villages, soit une moyenne de deux villages par semaine, ce qui porte le nombre de villages détruits dans le sud-est de la Birmanie depuis 1996 à plus de 3 700 villages. Si certains ont fui vers la Thaïlande, des milliers de personnes sont toujours forcées de se cacher dans la jungle ; d'autres sont retournées dans leur ancien village ou se sont réinstallées ailleurs en Birmanie. On estime le nombre total de personnes déplacées internes en Birmanie orientale à un demi-million.³

1 AP (11 Oct 2011) Burma announces amnesty for some 6,300 prisoners; number of political detainees unclear; AAPP (24 Oct 2011) Update List of Political Prisoners Released

2 Mizzima News (26 Oct 11) Political prisoners on hunger strike in Insein Prison, demanding remission; DVB 31 oct 2011) Punishment of Insein hunger strikers begins

3 DVB (25 Oct 2011) Forced displacement soars in Burma; Irrawaddy (25 Oct 2011) Chance for Burma to End Ethnic Conflict: TBBC

Les conflits armés continuent dans l'Etat Kachin

Des informations provenant d'organisations kachin telles que la Kachin Relief Action Network for IDPs and Refugees (RANIR) et la Kachin Women Association Thailand (KWAT), indiquent une augmentation des attaques de l'armée birmane à l'encontre des civils dans l'état Kachin et une détérioration de la situation humanitaire, au moment même où le régime birman affirme s'engager dans des pourparlers de paix avec les groupes ethniques et un processus de réconciliation nationale.

En juin dernier, le régime avait lancé une offensive contre la Kachin Independence Army (KIA), rompant ainsi un cessez-le-feu vieux de 17 ans. Durant les deux derniers mois, l'armée birmane a attaqué de façon répétée des villages dans l'État Kachin. De nombreux civils ont été soumis au travail forcé, violés, torturés et tués. Plus de 20 000 civils ont été forcés à fuir leurs villages en conséquence de ces attaques.

Selon la KWAT, les atrocités commises envers les civils, particulièrement envers les femmes et les enfants, sont en augmentation depuis ces derniers mois. Un rapport publié récemment par l'organisation et intitulé « La guerre cachée de Birmanie: les atrocités commises contre le peuple kachin » (Burma's Covered Up War: Atrocities Against the Kachin), documente les atrocités commises par l'armée birmane depuis la rupture de l'accord de cessez-le-feu avec la KIA le 9 juin dernier. 37 femmes et fillettes ont été victimes de viol au cours des deux premiers mois du conflit ; 13 d'entre elles ont été assassinées. Au cours du mois de septembre, d'autres cas de viols ont été répertoriés. Certaines femmes ont subi des viols collectifs, auxquels les membres de leurs familles ont été forcés d'assister.¹

Humanitaire

La Birmanie touchée par les inondations

Les 20 et 21 octobre, le centre de la Birmanie a été touché par de violents orages causant d'importantes inondations dans la région de Magway, au centre du pays. A Pakokku, la ville la plus durement affectée, on dénombrait trois jours après le sinistre 215 morts. 1 700 habitants avaient dû trouver refuge dans des monastères. Ces inondations ont balayé près de 1200 maisons et inondé environ 3700 autres. Comme lors des précédentes catastrophes naturelles, le régime n'a pas répondu à l'urgence de façon prompte et adéquate. Pour combler ce manque, des équipes de secours financées par des entreprises locales ont été mises en place pour apporter un soutien aux victimes. Ces efforts indépendants ont été entravés par des mesures d'intimidation et de menaces émanant des autorités locales, qui considèrent les initiatives mises en place par la population comme sapant l'autorité de l'Etat. Par ailleurs, les autorités ont demandé aux journalistes de ne pas prendre de photos des dégâts liés aux inondations et ont confisqué les cartes mémoires des appareils photos des journalistes qui prenaient de photos.²

1 Irrawaddy (7 oct 2011) Kachin Women's Group Issues Report Detailing Human Rights Violations ; "Burma's cover up war: Atrocities against the Kachin people", Kachin Women's Association of Thailand (KWAT) <http://bit.ly/pV2D0m>

2 DVB (25 Oct 2011) Thousands of flood victims lacking aid; DVB (24 Oct 2011) Burma flooding deaths top 200; DVB (2 nov 2011) Burma flood relief teams 'threatened'

Les réfugiés birmans en Malaisie risquent le rapatriement

La Malaisie a annoncé une nouvelle politique d'immigration controversée qui pourrait menacer la sécurité des réfugiés birmans. Le 17 octobre, le Ministre de l'intérieur malaisien Hishammuddin Hussein a rencontré le Ministre adjoint des affaires étrangères birman, Maung Myint, à Kuala Lumpur. Après leur rencontre, Hishammuddin Hussein a annoncé que la Malaisie et le régime birman mettrait en œuvre un programme d'échange pour les détenus migrants. En conséquence, environ 1000 ressortissants birmans détenus dans des centres d'immigration à travers la Malaisie pourraient être expulsés vers la Birmanie. Parmi les personnes détenues, un certain nombre sont des demandeurs d'asile.

En Malaisie, plusieurs groupes de défense des droits et des parlementaires se sont opposés à cet échange, rappelant que l'expulsion des ressortissants birmans était extrêmement dangereuse étant donné les violations des droits de l'homme généralisées toujours commises par le régime birman. Le 18 octobre, en réponse aux critiques, le ministre malaisien de l'Intérieur a déclaré que les demandeurs d'asile birmans ne seraient pas inclus dans cet échange de détenus.¹

Liberté d'expression

Le patron de la censure souhaite libérer les médias

Tint Swe, Directeur du Département de l'enregistrement et de la surveillance de la presse, a annoncé que son pays devait relâcher son contrôle sur les médias. « La censure de la presse n'existe pas dans la plupart des autres pays ainsi que chez nos voisins et n'est pas en harmonie avec des pratiques démocratiques. Elle doit être abolie dans un avenir proche », a-t-il déclaré vendredi 7 octobre à Radio Free Asia (RFA). Il a toutefois précisé que « les journaux et les autres publications devraient accepter cette liberté en faisant preuve de responsabilité ». Cette annonce a été saluée par un journaliste de Rangoun qui a évoqué « un certain optimisme [...] tempéré par une saine prudence » chez ses confrères. Néanmoins, l'organisation internationale de protection des journalistes CPJ (Committee to Protect Journalists) a indiqué lors d'un entretien avec des journalistes que le gouvernement du Président Thein Shein n'a pas démantelé les systèmes de contrôle et de répression établis par le précédent régime militaire, visant à museler le journalisme indépendant et les critiques du régime. Jusqu'à présent, la censure en Birmanie était considérée comme l'une des plus sévères du monde. Reporters sans frontières classe la Birmanie au 174ème rang sur 178 sur l'index de la liberté de la presse et juge son système de censure comme « virtuellement unique au monde ». Depuis le 10 juin dernier, la censure a cependant été quelque peu assouplie pour certaines publications couvrant notamment le sport et les loisirs.²

1 AP (19 Oct 2011) Malaysia-Myanmar detainee swap plan raises worries; Free Malaysia Today (18 Oct 11) Outcry over Myanmar- Malaysia detainee swap; DVB (19 Oct 11) Malaysia and Burma plan migrant swap

2 AFP (8 oct 2011) Birmanie: le patron de la censure veut libérer les médias

Communauté internationale

L'envoyé spécial américain pour la Birmanie en visite à Rangoun

Le 24 octobre, soit à peine un mois après sa première visite, Derek Mitchell, l'Envoyé Spécial des Etats-Unis en Birmanie s'est rendu de nouveau dans le pays pour une visite de deux jours afin d'évaluer la situation des prisonniers politiques à la suite de la récente amnistie. Il a rencontré des membres du gouvernement et des parlementaires, ainsi qu'Aung San Suu Kyi. Durant sa visite il a réitéré son appel à la libération de tous les prisonniers politiques. Dernièrement, les Etats-Unis ont déclaré voir des nouveaux signes encourageants d'ouverture en Birmanie tout en affirmant qu'après des décennies de règne militaire, le pays avait encore du chemin à parcourir avant qu'il ne perde son statut de « paria » et que les sanctions soient levées. Derek Mitchell avait déclaré plus tôt dans le mois qu'il semblait y avoir une tendance vers une plus grande ouverture, mais que des questions demeuraient quant à la volonté réelle du gouvernement birman en matière de réforme démocratique.¹

Première visite officielle du Président birman en Inde

Le président birman s'est rendu en Inde au mois d'octobre pour une première visite officielle visant à approfondir une relation qui n'a cessé de croître ces dernières années.

Le 14 octobre, Thein Sein a rencontré le premier Ministre indien Manmohan Singh à Delhi. Ils ont convenu de renforcer les échanges de renseignements pour combattre les insurrections, la contrebande d'armes et le trafic de drogue le long de la frontière indo-birmane. Thein Sein a promis de ne pas laisser les groupes d'insurrection opérer à partir de bases situées en Birmanie. Dans une déclaration commune publiée à la fin de la visite, Thein Sein a également exprimé son soutien à la candidature de l'Inde pour devenir un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

Afin de renforcer les relations économiques bilatérales, le régime birman et l'Inde ont également annoncé plusieurs accords et objectifs, dont l'achèvement du port haute mer d'Akyab d'ici juin 2013 et l'augmentation des échanges bilatéraux à hauteur de 3 milliards de USD d'ici 2015.²

1 Irrawaddy (18 oct 2011) US Urges End to Abuses of Burma Minorities; AP (24 Oct 2011) US special envoy to Myanmar begins second visit following recent steps toward reform; AFP (25 Oct 2011) US envoy meets Suu Kyi in Myanmar

2 AP (14 Oct 11) India welcomes Myanmar leader for neighborly talks; VOA (14 Oct 2011) India, Burma Forge Closer Ties Amid Push for Political Reform; Times of India (14 Oct 2011) India seeks to deepen economic ties with Myanmar

Nations unies : des violations des droits de l'homme perdurent en Birmanie

Selon le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, M. Thomás Ojea Quintana, de graves violations des droits de l'homme perdurent en Birmanie en dépit de l'amnistie récente qui a bénéficié à une partie des prisonniers politiques. « Il existe en effet une opportunité réelle d'approfondir la transition du pays vers la démocratie, mais certaines questions clés relatives à la situation des droits de l'homme doivent être résolues », a-t-il déclaré. Tout en se félicitant des récentes avancées qui ont eu lieu dans le pays, M. Quintana a appelé à la libération de tous les prisonniers politiques avant la fin de l'année. Cette exigence conditionne la reconnaissance par la communauté internationale des derniers événements comme étant la preuve d'une réelle transition vers la démocratie. Le rapporteur a insisté sur l'importance d'abolir les restrictions sur le développement et les activités des partis politiques ainsi que sur « le respect de la liberté d'expression, d'assemblée et d'association ». La militarisation des régions frontalières ethniques a également été pointée du doigt. M. Quintana a évoqué de « graves violations des droits de l'homme » commises dans ces zones. Autre sujet d'inquiétude : la Commission nationale des droits de l'homme créée depuis peu par les autorités birmanes. Le rapporteur s'interroge sur « sa capacité à mener des enquêtes impartiales ».¹

La présidence de l'ASEAN pour 2014 sera décidée au mois de novembre

La question de savoir si la Birmanie assumera la présidence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2014 sera décidée lors du prochain sommet de l'organisation régionale en novembre 2011 à Bali, en Indonésie. Cette décision s'avère cruciale pour le nouveau gouvernement birman qui cherche à obtenir une légitimité auprès des pays voisins et plus largement, auprès de la communauté internationale.

Le 28 octobre, le Ministre des Affaires étrangères indonésien s'est rendu en Birmanie pour une visite de trois jours afin d'évaluer si le pays était prêt à assurer la présidence de l'ASEAN. Après un entretien avec le Président Thein Sein à Naypyidaw et avec Aung San Suu Kyi à Rangoun, Marty Natalegawa, a déclaré que des « changements significatifs » avaient lieu dans le pays. Il a ajouté qu'il ferait une évaluation complète de la situation en Birmanie après avoir partagé son analyse avec les autres Ministres des affaires étrangères de l'organisation. Des parlementaires de la région ont demandé le report de la décision d'accorder ou non la présidence de l'ASEAN à la Birmanie. L'Asean Inter-parliamentary Myanmar Caucus (AIPMC), un caucus interparlementaires de l'Asean pour la Birmanie a appelé les dirigeants de l'organisation régionale à ne pas accorder la présidence de l'organisation à la Birmanie tant que de réels progrès démocratiques ne sont pas mis en place. En effet, suspendre cette décision offrirait au régime un délai de deux ans pour montrer sa réelle volonté d'instaurer la démocratie dans le pays et permettrait à l'ASEAN d'évaluer les progrès du pays dans ce domaine.²

¹ AFP (20 Oct 2011) 'Serious' rights violations persist in Myanmar: UN; UN News Center (19 Oct 11) Myanmar's new Government must tackle continuing rights abuses – UN expert ; UNGA, 66th session, Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, 16 September 2011, UN Doc A/66/365

² Mizzima News (28 Oct 2011) Indonesian Foreign Minister arrives in Burma on fact-finding visit; AFP (30 Oct 11) Indonesia hints at support for Myanmar ASEAN chair; Irrawaddy (19 Oct 2011) Delay Asean Decision: AIPMC

Eclairage

Quand les droits des minorités ne sont pas respectés dans un pays pluriethnique

Source : *When a Multi-ethnic Nation Ignores Ethnic Rights, The Irrawaddy, 28 octobre 2011 (traduit de l'anglais par Info Birmanie)*

Le 18 octobre, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch déclarait que les troupes gouvernementales birmanes avaient commis de graves violations des droits de l'homme contre les civils issus de la minorité ethnique kachin, depuis la rupture du cessez-le-feu avec le groupe armé de l'Etat kachin, au mois de juin dernier. L'organisation internationale estime que 30 000 civils de l'Etat du nord du pays ont été déplacés du fait de ce conflit. Le communiqué de presse de Human Rights Watch stipule que les forces armées du régime sont responsables d'attaques à l'encontre des civils, de meurtres, d'utilisation du travail forcé et du pillage de villages. « La reprise des conflits armés dans l'Etat kachin a donné lieu à de nouveaux abus de la part de l'armée birmane envers les villageois de l'Etat kachin » a déclaré Elaine Pearson, directrice adjointe du département Asie chez Human Rights Watch.

Le communiqué de l'organisation soutient le propos de Derek Mitchell, Envoyé Spécial des Etats-Unis en Birmanie, qui avait déclaré que le gouvernement birman n'avait pas fait autant de progrès dans ses relations avec les minorités ethniques du nord et de l'est du pays qu'il n'en a fait dans ses relations avec l'opposition démocratique – soulignant notamment les discussions de haut niveau entre Naypyidaw et Aung San Suu Kyi.

Mitchell a également insisté sur la perpétuation continue de violations des droits de l'homme, y compris des cas de violence envers les femmes et enfants issus de minorités ethniques.

« Nous [les Etats-Unis] avons été clair quant au fait que nous ne pouvons pas avoir une relation transformée [avec les autorités birmanes] tant que ces abus continuent. » a déclaré Mitchell.

Ces critiques interviennent au moment où Naypyidaw jouit d'une forte approbation internationale, suite à une série de gestes considérés par les Birmans et l'ensemble de la communauté internationale comme étant des réformes progressives. Les plus remarquables sont l'assouplissement de la censure des médias birmans, la suspension du projet controversé du barrage Myitsone et la libération de 200 prisonniers politiques.

Les déclarations de Mitchell et de Human Rights Watch soulignent l'inquiétude grandissante de certains observateurs qui, malgré ces réformes décidées à Rangoun et Naypyidaw, considèrent le gouvernement comme étant incapable ou peu désireux de faire face aux problèmes dans les régions ethniques.

En Birmanie, entre 35 et 40% des 55 millions d'habitants ne sont pas « Bamar ¹ » (Birmans) et, bien qu'une grande partie des minorités ethniques du pays se soient intégrées à la société birmane au fil du temps, plusieurs millions de personnes continuent à vivre dans la jungle montagneuse qui forme une enclave naturelle autour des plaines birmanes.

Les minorités ethniques comprennent les Karen, les Shan, les Karenni, les Kachin, les Mons, les Chins et les Arakanais, dont la plupart se sont battus contre le gouvernement central pendant des décennies afin d'obtenir l'indépendance ou l'autonomie.

Au cours des vingt dernières années, plusieurs groupes armés issus des minorités ethniques ont signé des accords de cessez-le-feu avec le gouvernement birman. Mais les conflits ont continué, exacerbés par les accords commerciaux avec les pays frontaliers, en particulier la Chine et la Thaïlande, dont un florilège d'investissements dans le secteur des ressources naturelles dans les régions où vivent les minorités ethniques.

Depuis plusieurs décennies, l'armée birmane est accusée de manière répétée d'être responsable de graves violations des droits de l'homme dans les régions ethniques. Ces accusations se basent notamment sur certains rapports indiquant que ces abus seraient systématiques et pourraient constituer des crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

¹ Ethnie majoritaire

Eclairage (suite)

Dans une lettre adressée à l'éditeur du New York Times le 6 octobre dernier, Myra Dahgaypaw, une femme karen a écrit : « Les soldats de l'armée birmane ont tué mes parents, mon frère, ma sœur et mon oncle après l'avoir forcé à regarder sa femme se faire violer. Si les soldats peuvent avoir recours au travail forcé, au déplacement de population, aux violences sexuelles et autres mécanismes de domination, pourquoi le Président Obama devrait-il récompenser le Président Thein Sein ? »

Son commentaire venait en réponse à un article intitulé «Au Myanmar, saisissez l'instant », écrit par le célèbre historien birman Thant Myint-U. Dans cet article, l'auteur appelait le Président américain à soutenir publiquement les « réformes » qui ont lieu en Birmanie. Il déclarait également que Thein Sein s'était clairement prononcé en faveur de la lutte contre la pauvreté, contre la corruption et pour la résolution des nombreux conflits armés et la réconciliation nationale.

Mais en dépit de la récente décision du gouvernement d'approuver la création au sein du parlement d'un "comité de la paix" chargé des questions liées aux conflits avec les minorités ethniques, certains observateurs considèrent qu'aucun progrès tangible n'a eu lieu et qu'au contraire, les affrontements armés se sont même aggravés dans certaines régions.

Le Général Johny, commandant de la brigade 7 de l'Armée Karen Nationale de Libération (Karen National Liberation Army (KNLA) a déclaré à l'Irrawaddy que des affrontements éclatent presque chaque jour dans l'Etat Karen, bien que le gouvernement ait déclaré ses intentions d'entreprendre un accord de paix avec les groupes armés issus des minorités ethniques.

« La libération de plus de 200 prisonniers politiques, la suspension du barrage de Myitsone, la mise en place d'un comité de la paix – toutes ces avancées sont autant de bonnes nouvelles » a déclaré le Général Johny. « Mais ces évolutions n'aideront pas notre peuple et nos soldats dans leur lutte quotidienne pour la survie alors que les troupes gouvernementales entrent en zones frontalières. »

A l'exception de deux groupes armés issus des minorités ethniques – la United Wa State Army forte de 20 000 hommes et son allié, la National Democratic Alliance Army qui respectent actuellement un accord de cessez-le-feu – aucune amélioration tangible n'a résulté des négociations avec les autres groupes.

La New Mon State Party a récemment rencontré des représentants du gouvernement dans le district de Ye, mais aucun accord n'a été conclu lors de cette réunion.

Le 13 octobre, les troupes gouvernementales ont attaqué les positions de la KIA dans les Etats Shan et Kachin. Les dirigeants du groupe pensent que ces attaques sont destinées à prendre le contrôle des bastions et bases militaires de la KIA.

La Nan, porte-parole de la KIA, a déclaré qu'au moins 82 affrontements armés avaient éclaté depuis le mois de juin, dont 17 au cours du seul mois d'octobre.

Aye Thar Aung, un éminent politicien arakanais basé à Rangoun, a déclaré que bien qu'accueillant favorablement les gestes d'ouverture du nouveau gouvernement, il était toujours préoccupé par la question des conflits ethniques.

« Nous sommes très inquiets lorsque les autorités gouvernementales déclarent être en pourparlers de paix avec les Wa puis intensifient les attaques armées envers les Kachin. » a-t-il déclaré.

« Pour construire une nation développée, la paix est nécessaire. La guerre civile doit prendre fin. Il ne peut y avoir de pays au sein d'une nation pluri-ethnique qui ignore les droits fondamentaux de ces minorités nationales » a-t-il ajouté.

Portraits et paroles d'ex-prisonniers politiques

Parmi le nombre insuffisant de prisonniers politiques libéré lors de l'amnistie du 12 octobre 2011 se trouvaient deux figures de proue de la lutte contre l'oppression du régime birman. Voici deux courts portraits du célèbre humoriste et comédien Zarganar et de la défenseure des droits des travailleurs Su Su Nway, ainsi que quelques extraits de leurs déclarations publiques depuis leur libération.

ZARGANAR



Impertinent et farouche critique du régime militaire, Zarganar avait été condamné en 2008 à plus de 59 ans de prison avant de voir sa peine réduite à 35 ans. Il avait été arrêté pour avoir organisé l'aide aux victimes du cyclone Nargis et critiqué le régime pour son inefficacité. Malgré ces quatre années passées en prison dans les pires conditions, le comédien de 50 ans n'a rien perdu de son humour. A son arrivée à Rangoun, peu après sa sortie de prison, il déclarait: « **Je voudrais demander au gouvernement pourquoi il est aussi pingre. Il reste encore beaucoup de gens en prison à libérer** »

« **Je suis très frustrés par la façon dont le gouvernement libère les prisonniers politiques, c'est à dire au compte goutte. Nous sommes pareils à des otages capturés par de spirtates somaliens. Quel est le prix à payer pour que tous les prisonniers politiques soient libérés ?** »

SU SU NWAY

Pour nombre de Birmans, le nom de Su Su Nway évoque le souvenir d'une première victoire contre le régime militaire. En effet, cette toute jeune paysanne fut la première à obtenir gain de cause devant les tribunaux dans un procès qui l'opposait à des représentants locaux du régime. Elle s'était en effet révoltée en 2005 contre une réquisition de travailleurs dans son village, contraints de travailler sans salaire à la rénovation d'une route.

Su Su Nway a été arrêtée de nouveau le 13 Novembre 2007, alors qu'elle était passée à la clandestinité après les manifestations de septembre. La lutte de Su Su Nway en a fait un symbole de résistance et de courage pour le peuple birman qui la surnomme « la courageuse Su Su Nway ».



«**Tout d'abord, après mon arrestation, j'ai été détenue seule dans la prison d'Insein. Les autres personnes incarcérées avec moi, étaient autorisées à recevoir des visites des colis. On m'a refusé ce droit. J'ai protesté en commençant une grève de la faim. J'ai réclamé le droit de visite et pour obtenir des colis, et ils ont accepté. J'ai recommencé à m'alimenter après trois jours de protestation.**»

«**Nous avons tous été arrêtés pour nos croyances. Le monde entier, et de nombreuses personnes dans le pays, y compris Daw Aung San Suu Kyi, ont demandé la libération des prisonniers politiques. Nous avons été libérés de manière sélective. De nombreux prisonniers sont toujours en prisons, y compris les personnes malades et les personnes âgées. Ils doivent être libérés. Tous les prisonniers politiques méritent**

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Évènements

14 NOVEMBRE : Rencontre sur la Birmanie à l'occasion du 1er anniversaire de la libération d'Aung San Suu Kyi à la mairie du 6ème, dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale. Rencontre autour du livre « Résistances – Pour une Birmanie libre » suivie d'une projection-débat du documentaire Happy World.

Synopsis «Birmanie, la dictature de l'absurde» de Tristan Mendès France et Gaël Bordier:

Tristan Mendès France et Gaël Bordier sont partis tourner clandestinement en Birmanie. Ils en ramènent un film tout à fait original, un document exclusif qui raconte la vie quotidienne des Birmans et les travers absurdes de la junte, le tout dans un documentaire satirique. «Happy World: Birmanie, la dictature de l'absurde», c'est un voyage au coeur du pays, qui donne à voir une Birmanie comme on ne l'a jamais vue à l'écran. »

Le 14 novembre 2011 de 19h à 20h30

Marie du 6ème arrondissement

78 rue Bonaparte

75006 PPARIS

Métro: Saint-Sulpice (ligne 4)

24 NOVEMBRE :Projection de Burma VJ suivie d'un débat avec les membres d'Info Birmanie.

Synopsis de «Burma VJ» :

Le documentaire « Burma VJ » nous place au coeur du mouvement de la révolution safran qui a éclaté en Birmanie en 2007, en s'appuyant sur les vidéos tournées secrètement par des journalistes locaux de la DVB malgré les menaces de répression. Un film qui témoigne du courage de ces reporters clandestins, et de l'importance incontestable des médias indépendants dans la lutte contre le pouvoir totalitaire birman. Le documentaire a été nommé aux Oscars 2010 dans la catégorie documentaire.

Le 24 novembre 2011 à 19h

Bibliothèque François Villon

81 boulevard de la Villette

75010 PARIS

Métro: Colonel Fabien (ligne 2)

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél. 01 46 33 41 62
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, adresse ci-dessus). Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Isabelle ou Marie
01 46 33 41 62 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>